



2021 - 2022

COURS D'ÉCONOMIE

Bernard QUIRIN

8 décembre 2021



ÉCONOMIE FRANÇAISE

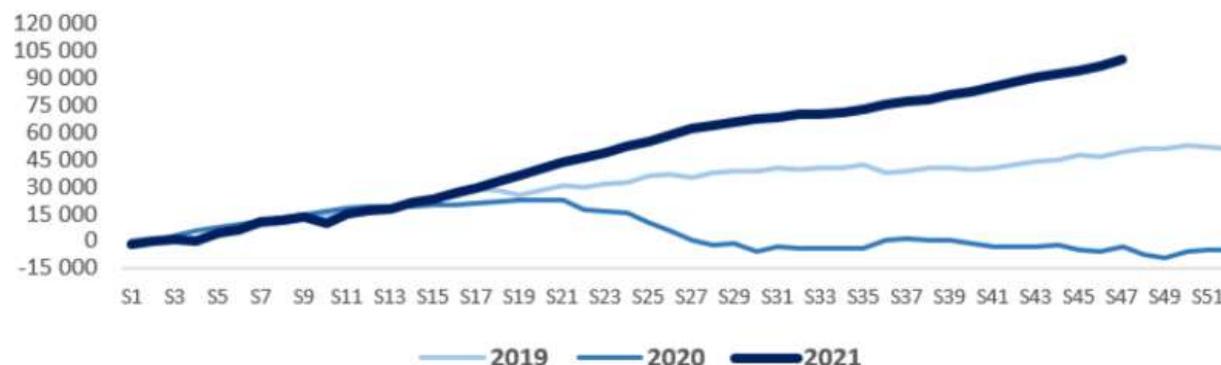
DÉSINDUSTRIALISATION

DÉLOCALISATIONS ET RELOCALISATIONS

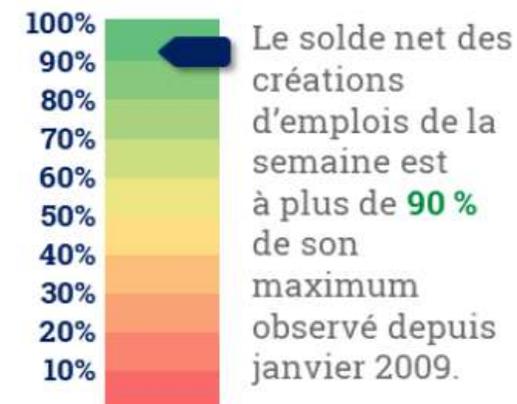
Cours n° 5

actualité

Cumul hebdomadaire des emplois créés et supprimés



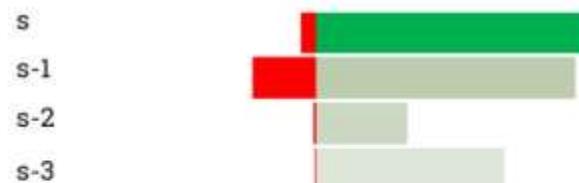
Trendeo hebdo



Emplois / 102 opérations

suppressions créations

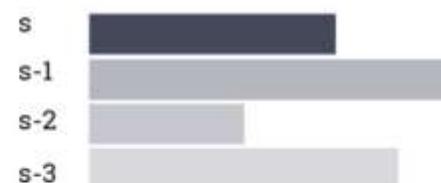
-209 **+3 556**



+3 347 emplois

Investissements

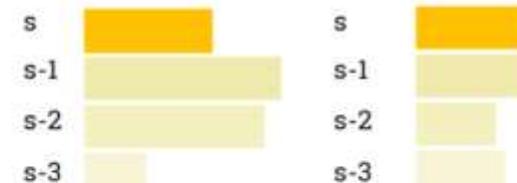
1 283 M€



Levées de fonds

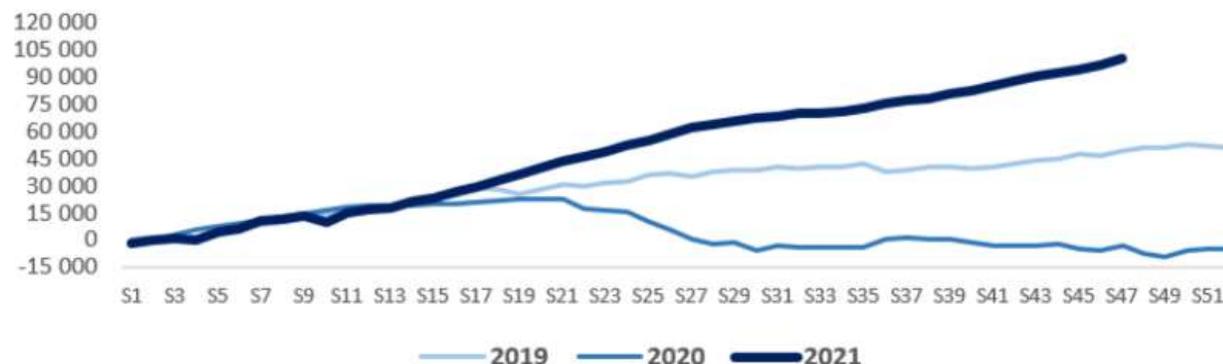
293 M€

24 levées

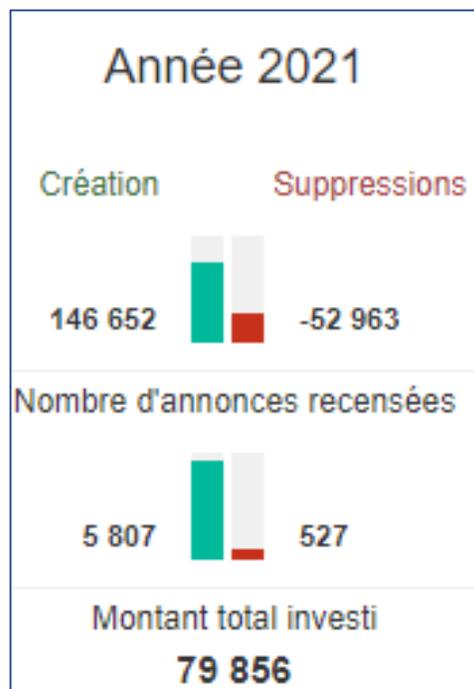
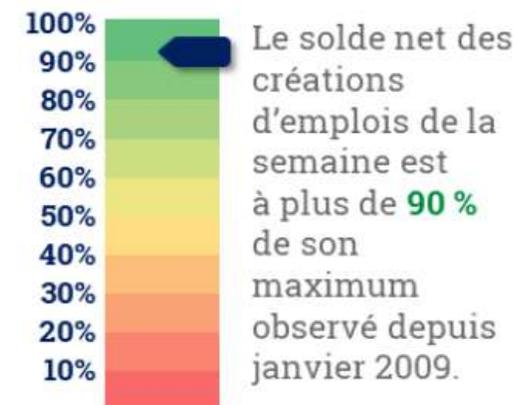


actualité

Cumul hebdomadaire des emplois créés et supprimés



Trendeo hebdo



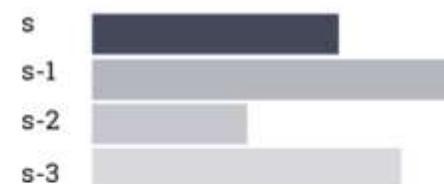
Emplois / 102 opérations

suppressions **-209** créations **+3 556**



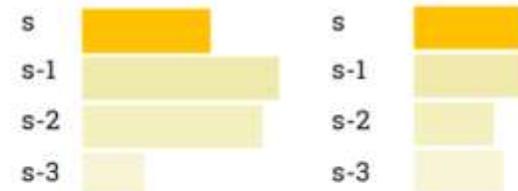
Investissements

1 283 M€



Levées de fonds

293 M€ **24 levées**



[Exclusif] Bilan industriel 2021 : la France enregistre un recul inédit des fermetures d'usines

Rarement les fermetures d'usines auront été aussi peu nombreuses. Au 18 novembre, L'Usine Nouvelle en a répertorié 24 dans son bilan industriel exclusif.



[Exclusif] Bilan industriel 2021 : la France crée à nouveau des usines

L'industrie a absorbé le choc de la crise. Le bilan industriel exclusif 2021 de L'Usine Nouvelle confirme la reprise de la lente réindustrialisation à l'œuvre depuis plusieurs années.



Avec trois nouveaux sites et 300 millions d'euros d'investissement, le groupe LSDH va créer 300 emplois d'ici à 2024



ÉCONOMIE FRANÇAISE

DÉSINDUSTRIALISATION

- 1- le constat
- 2- les causes (rappel)
- 3- délocalisations** et relocalisations



30 juin 2013 Honeywell Condé sur Noireau



Les délocalisations: définition commune

fermeture en
France
+
réouverture à
l'étranger



~~emplois
perdus à
cause des
importations~~

arbitrage
défavorable à
l'implantation
d'une activité
en France

transfert à
l'étranger
d'activités
réalisées en
sous-traitance

fermeture en
France
+
réouverture à
l'étranger

N° 337

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1992 - 1993

Annexe au procès verbal de la séance du 4 juin 1993.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (1) sur l'incidence économique fiscale des délocalisations hors du territoire national des activités industrielles et de service,

Par M. Jean ARTHUIS,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Christian Foccart, président; Jean Clouet, Paul Girard, Jean Clouet, Jean-Pierre Mameret, vice-présidents; Jacques Odin, Louis Ferrero, François Tracy, Robert Vaut, secrétaires; Jean Arthuis, rapporteur général; Philippe Adnot, René Ballayer, Bernard Barbier, Claude Belot, Mme Maryse Berge-Lavogne, MM. Maurice Bino, Camille Cabane, Ernest

arbitrage
défavorable à
l'implantation
d'une activité
en France

3 millions
Emplois menacés

transfert à
l'étranger
d'activités
réalisées en
sous-traitance

fermeture en
France
+
réouverture à
l'étranger

200 000
Emplois (IDE dans les pays du Sud)

20% des entreprises
recourent aux délocalisations
ou à la sous-traitance étrangère

34% des entreprises >50 salariés
14% des TPE

arbitrage
défavorable à
l'implantation
d'une activité
en France

± 27 000/an

transfert à
l'étranger
d'activités
réalisées en
sous-traitance

fermeture en
France
+
réouverture à
l'étranger

± 9 000/an

= 10% des emplois
industriels supprimés /an

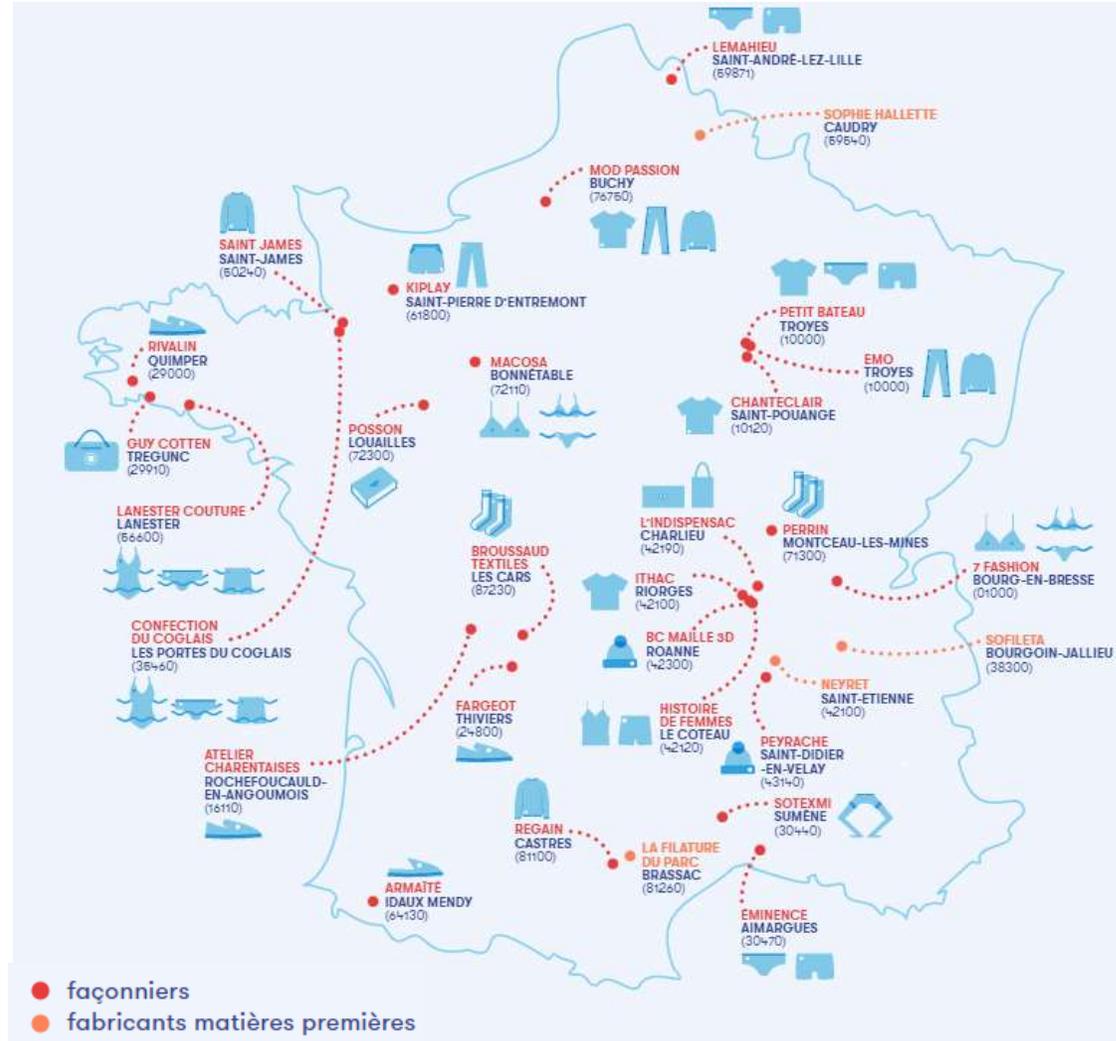
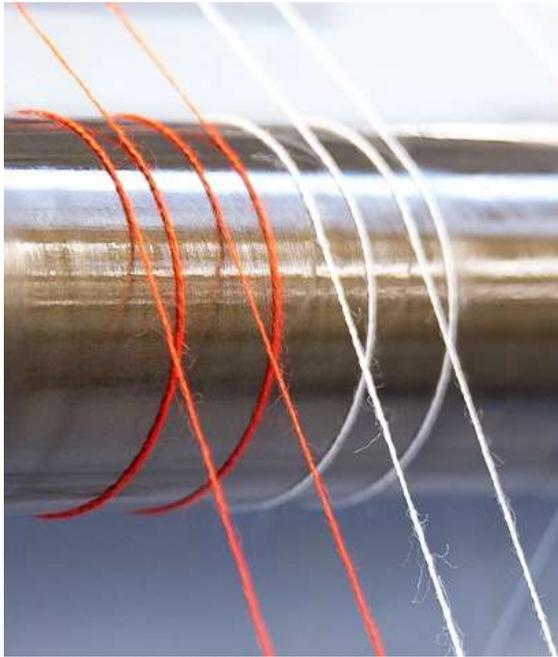
défensive

conséquence
d'une très forte
concurrence sur
les coûts



Bonneterie à Roanne





défensive

conséquence
d'une très forte
concurrence sur
les coûts



offensive

recentrage sur le cœur de métier pour accroître les profits

Alcatel-Lucent, filiale française de Nokia. 460 postes supprimés en 2019 et 2020. La plupart des activités et fonctions centrales sont concernées. Les activités R&D en France, ainsi que les trois filiales françaises – Nokia Bell Labs France, Alcatel Submarine Networks (ASN) et Radio Frequency Systems (RFS) – ne sont pas touchées.

accompagnement



Valeo a besoin de main-d'œuvre pour produire alternateurs et alternodémarrateurs de 48 volts. Les constructeurs automobiles y ont de plus en plus recours pour leurs nouveaux véhicules. Le site d'**Étaples** est le spécialiste de cette technologie au niveau mondial **avec une autre usine implantée en Chine**. 80% des pièces produites sont destinées à l'**export**.

Pour un sous-traitant, suivre son donneur d'ordres

l'Humanité

Délocalisation sur commande

Jeudi 11 Décembre 2014,

Valeo s'apprête à transférer une partie de sa production en Pologne sur ordre de PSA.

Dans moins d'un mois, une bonne partie de leur production est censée partir en Pologne. 155 000 démarreurs par mois, soit environ 30% des commandes du site de Valeo à Saint-Quentin-Fallavier (Isère), d'après la CGT, qui n'a été informée de ce transfert effectif au 1er janvier que le 1er décembre. Une délocalisation de plus pour l'équipementier automobile ? Oui, sauf que celle-ci se ferait sur ordre direct de PSA, pour qui Valeo produit ces pièces, rapporte le syndicat, qui dénonce une pratique illégale. «Lors du comité central d'établissement, (...) il nous a été présenté que l'entreprise PSA posait comme exigence, pour que Valeo reste son partenaire, que les démarreurs soient fabriqués en totalité sur son bassin de "sourcing", de facto le site polonais de Valeo à Czechowice», s'indigne le délégué syndical CGT de l'usine Pierre Carmona, dans un courrier adressé à la députée PS de l'Isère Joëlle Huillier. D'après la direction, cette décision entraînerait 27 suppressions d'emplois sans qu'il soit besoin de procéder à des licenciements.

développement

s'implanter pour
conquérir un
nouveau marché
étranger



**Schneider Electric : un site fermé
en Normandie, 104 postes
concernés en Lorraine**

12/05/2015

Le géant français des équipements électriques va fermer son site de Petit-Quevilly et réorganiser l'activité de sa filiale France Transfo en Lorraine.

développement

s'implanter pour
conquérir un
nouveau marché
étranger

accompagnement

Pour un sous-
traitant, suivre
son donneur
d'ordres

offensive

recentrage sur le
cœur de métier
pour accroître les
profits

défensive

conséquence
d'une très forte
concurrence sur
les coûts

délocalisations \leq globalisation

Objectif: baisse des coûts du travail

Activités d'assemblage, peu de savoir-faire,
peu d'investissements

Textile – habillement : Maroc, Tunisie

- - 800 000 emplois 1960-2005
(accélération 2000-200).
- Loire, Drôme, Ardèche, Nord-Pas de Calais, Vosges, Pays de la Loire...

Cuir, chaussure => Maroc, Tunisie

- - 35.000 emplois 1970-2000
- Choletais, Drôme, Aquitaine



Objectif: baisse des coûts du travail

Apparition de **nouveaux pays** où le coût du travail est encore plus faible

Intensification des délocalisations dans les zones de proximité des pays les plus avancés

Mexique-Amérique du Sud pour les USA

Asie orientale pour le Japon

Pays de l'Est (PECO) pour l'Union européenne

Jouet (- 40.000 emplois depuis 1980) : Ain, Jura...

Métallurgie (- 90.000 emplois depuis 1990 forte accélération depuis 2001) : Nord, Est, Rhône-Alpes

Verrerie

des délocalisations anciennes: 2^e phase, 1980-2000

La Pologne, le nouvel Eldorado pour la délocalisation

Si le télétravail est tendance dans le domaine informatique, externaliser la production industrielle est courante dans le monde des usines. Pour Castorama et Brico Dépôt, les 750 postes menacés concernent le contrôle de gestion du groupe et la comptabilité. En fait, Kingshifer suit une tendance qui a été lancée bien au début de cette année. C'est la compagnie américaine Whirlpool qui a commencé en annonçant en janvier dernier la suppression de 600 postes de son usine d'Amiens, dans le département de Somme, pour juin 2018. Il va délocaliser sa fabrication de sèche-linge en Pologne. Cette tendance a ensuite été suivie par Jean Louis David, Paul, Leroy Merlin, Auchan, mais aussi Promod. La France figure, en fait, à la troisième place des investisseurs étrangers directs en Pologne, derrière l'Allemagne et les États-Unis.



Objectif: baisse des coûts du travail

Apparition de **nouveaux pays** où le coût du travail est encore plus faible

Intensification des délocalisations dans les zones de proximité des pays les plus avancés

Mexique-Amérique du Sud pour les USA

Asie orientale pour le Japon

Pays de l'Est (PECO) pour l'Union européenne

des délocalisations anciennes: 2^e phase, 1980-2000



Pourquoi choisir la Pologne ?

Pour répondre à cette question, il faut avant tout se référer à la grande différence au niveau du coût du travail entre la France et la Pologne. Le tarif horaire de travail est 4 fois moins cher en Pologne par rapport à la France. Les Français accusent cependant une **productivité au travail** doublée par rapport aux Polonais. Cependant, le niveau de productivité reste acceptable en plus du niveau de compétence raisonnable des Polonais. Dans son motif pour réduire l'effectif de l'usine d'Amiens, Whirlpool a parlé de préférer « une production à grande échelle dans les pays à faible coût de main-d'œuvre ». La Pologne se trouve en plus au cœur du vieux continent.



Objectif: des parts de marché dans des pays en croissance

Mise à niveau technologique de certains pays d'accueil (NPI)

=> gammes de produits plus élevées

Certaines activités de service aussi concernées

Chine et Inde : en forte croissance

des délocalisations anciennes: 3^e phase, 2000-2007

Équipements électriques et électroniques

(- 20.000 emplois 2000-2007)

Impact territorial : divers, liés aux sites de Philips, Thomson, Daewoo...

Composants électroniques fabrication des puces:

(- 5.000 emplois 2000-2007)

Impact territorial sites de St-Micro, Gemplus etc

Équipements mécaniques

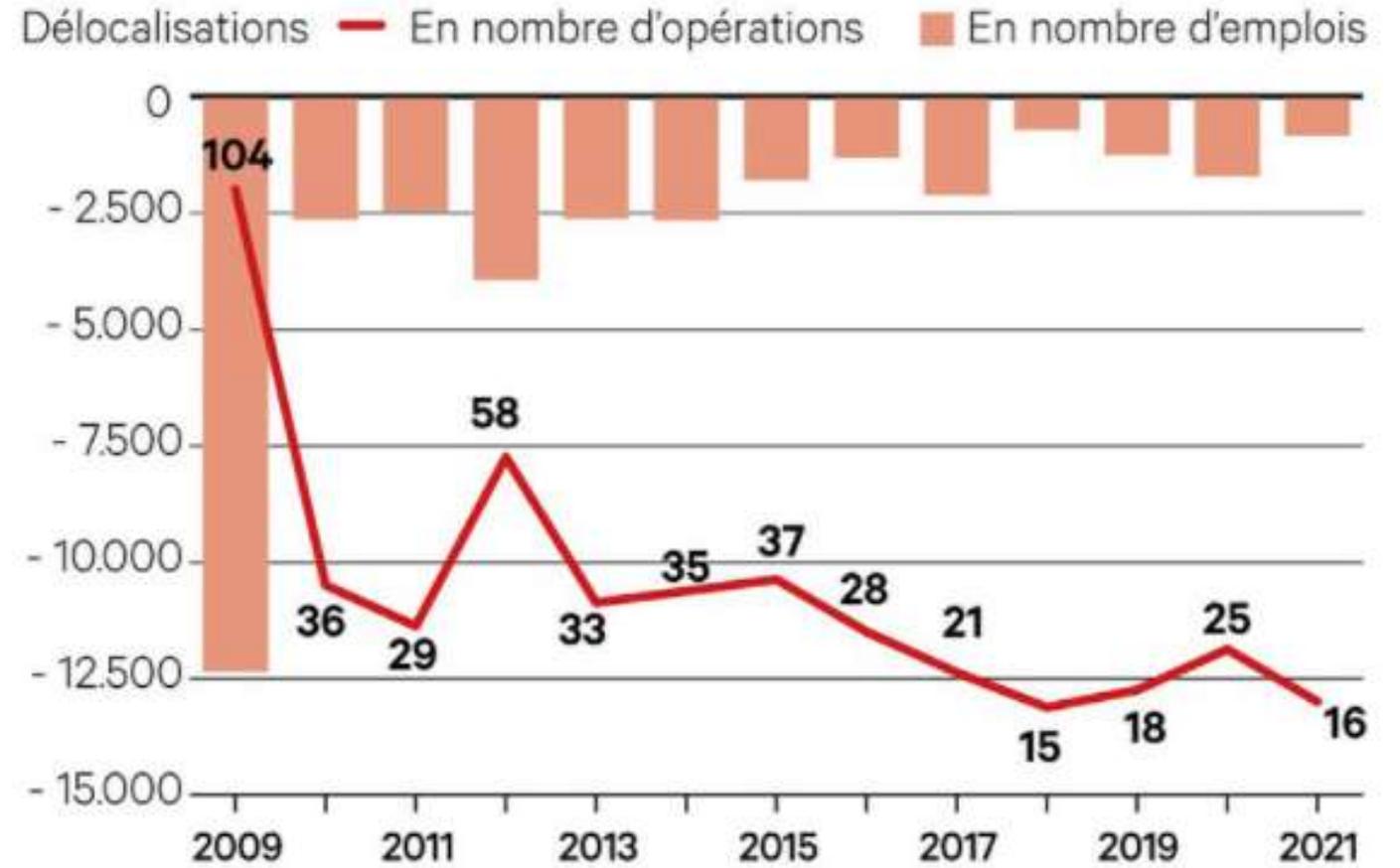
(-20.000 emplois 2000-2007),

équipementiers automobiles

Plasturgie (- 20.000 emplois 2000-2007)

Impact territorial : Ain (Oyonnax)

des délocalisations en baisse: 4^e phase, 2008-2021



délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

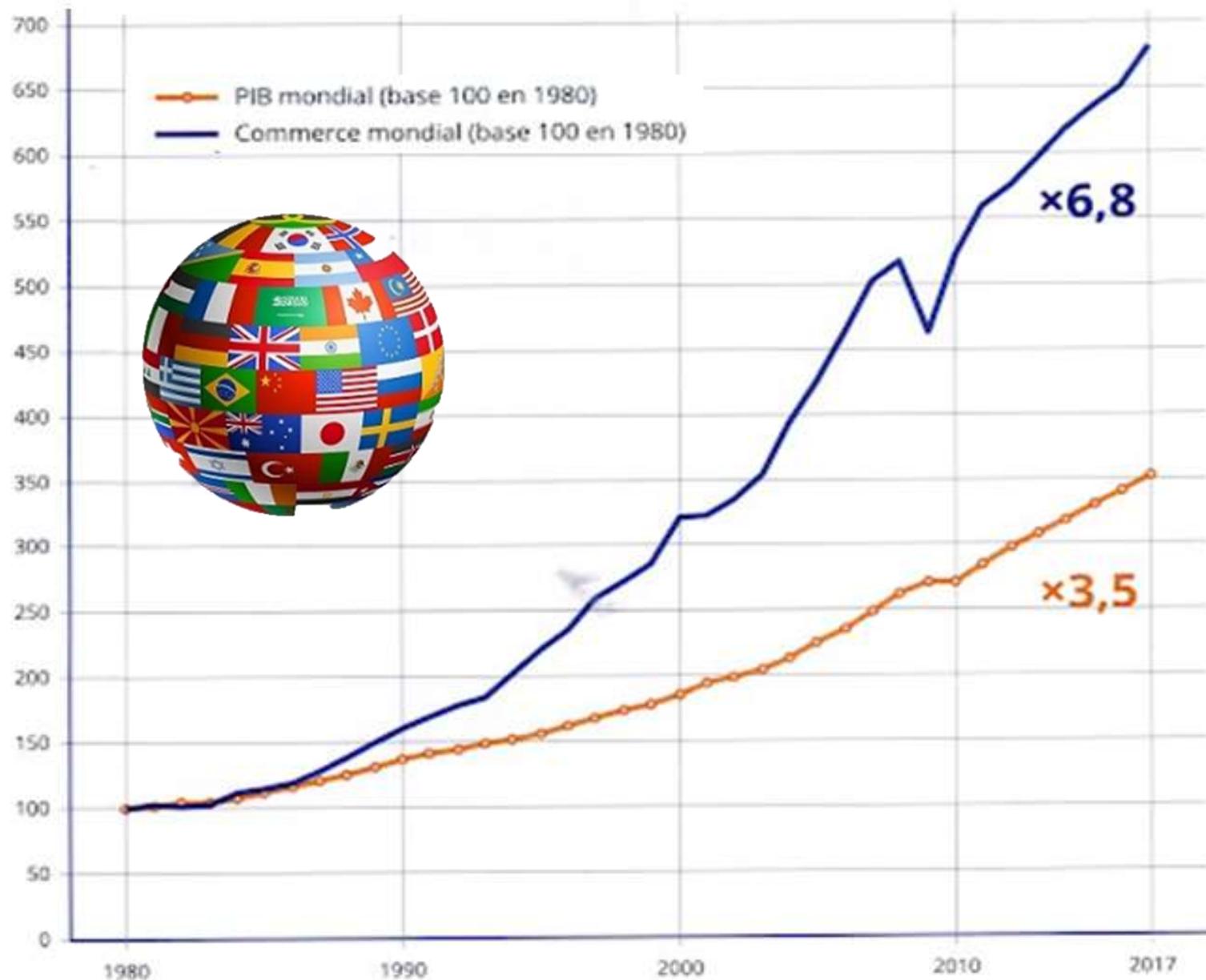
Deux forces de globalisation:

commerce international: diminution des barrières douanières

- OMC
- GATT

l'émergence de nouvelles économies industrialisées

internationalisation des entreprises (IDE) développement des échanges intra-entreprises.



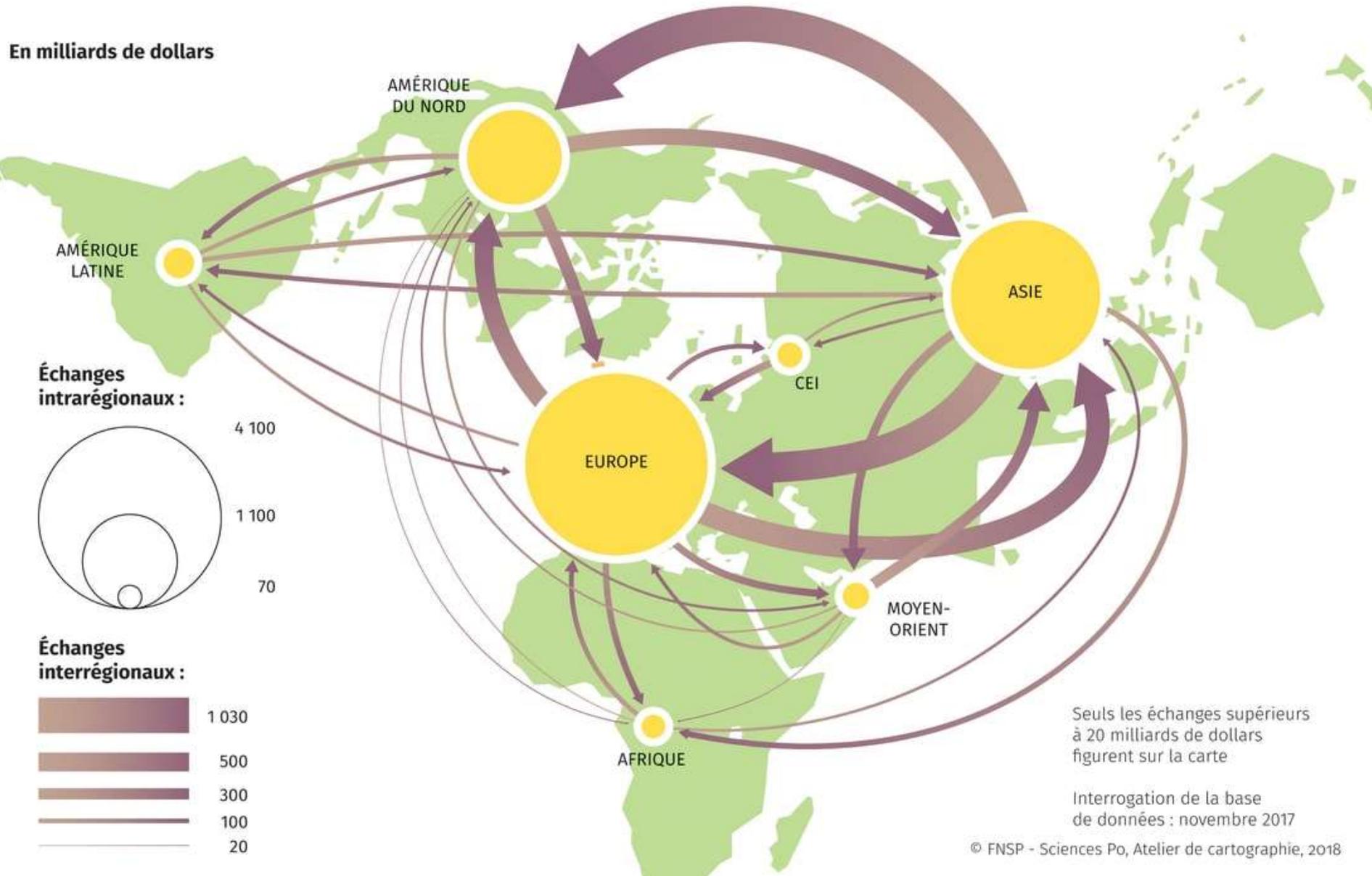
délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

Qui commerce avec qui?

- Commerce entre pays industrialisés (Nord-Nord) prépondérant.

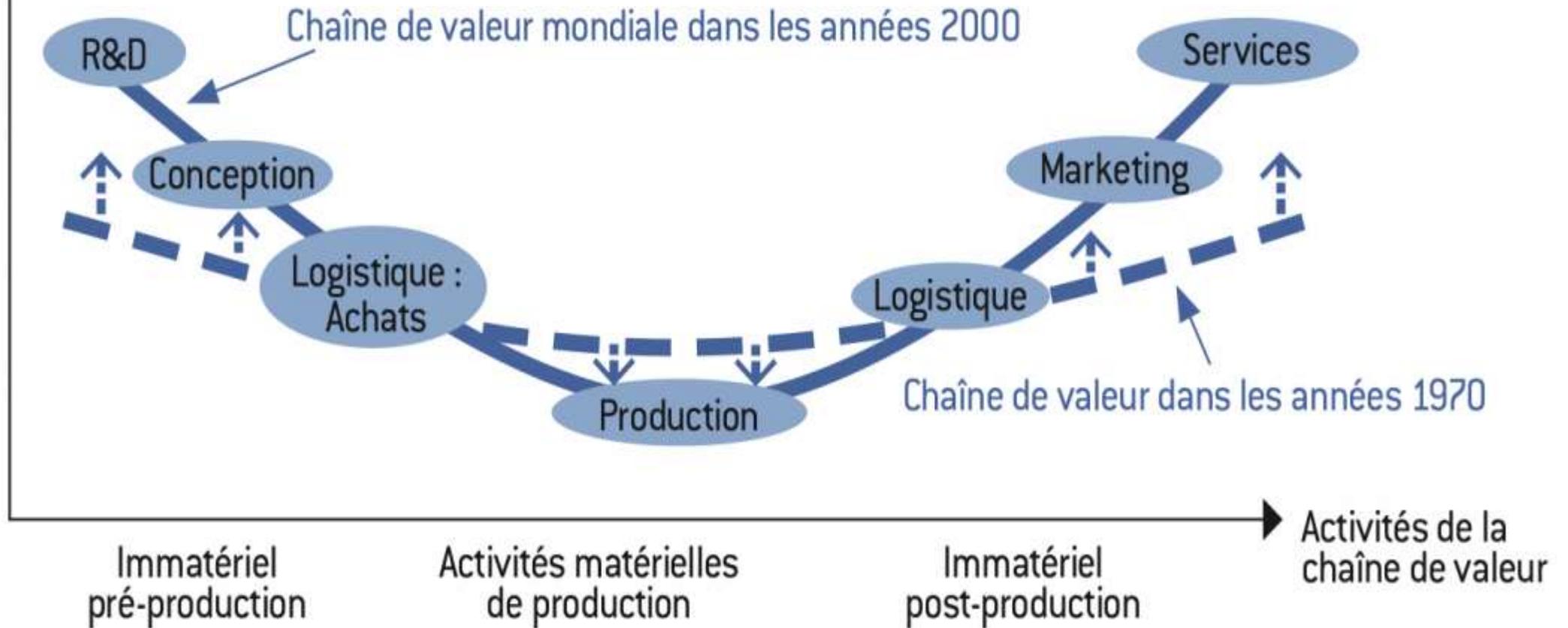
- Montée en puissance rapide de l'ASIE (Chine)

- Marginalisation de l'Amérique Latine et de l'Afrique:

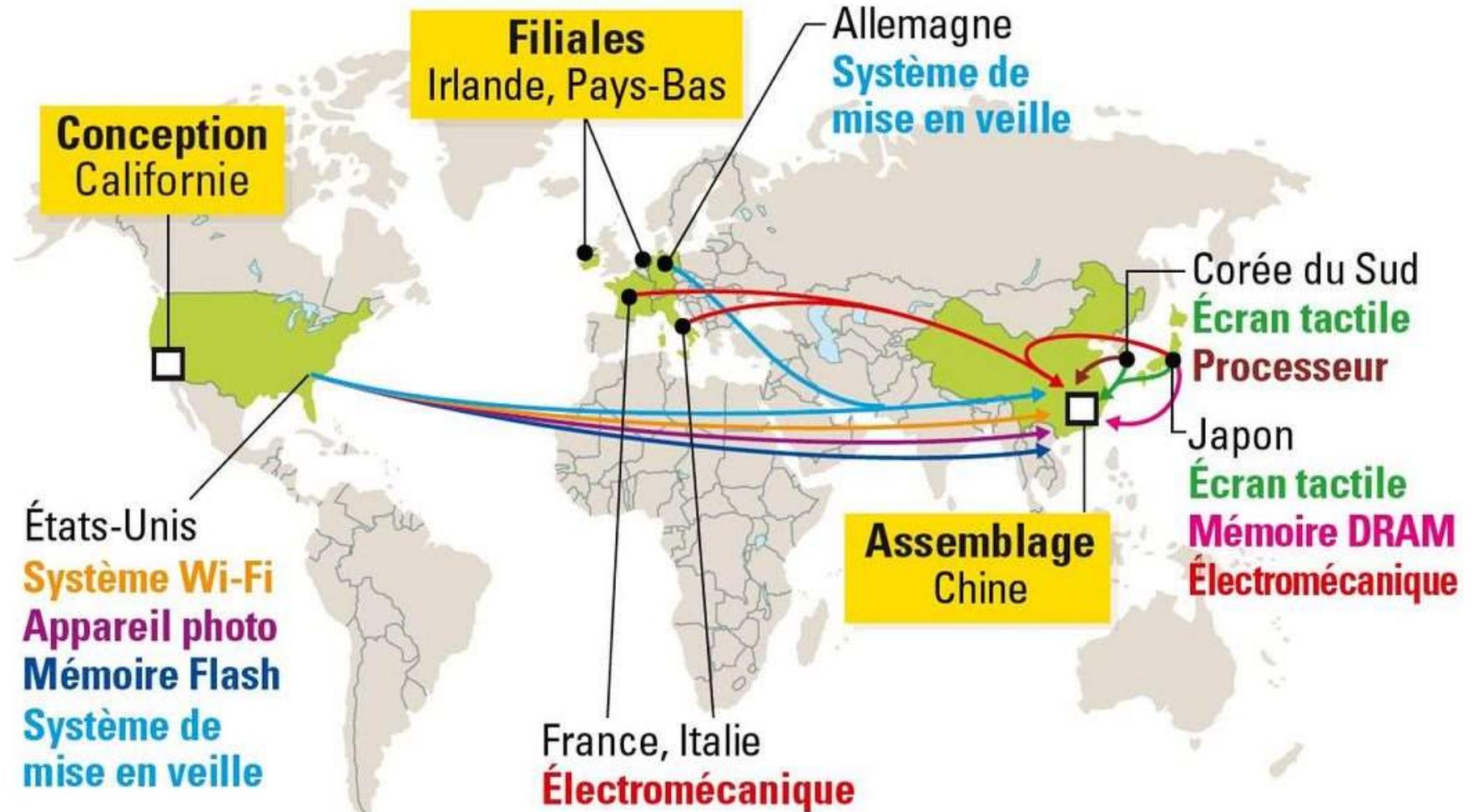


délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

Valeur ajoutée ↑



délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs



délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

L'internationalisation => concevoir un produit de manière à ce qu'il puisse être facilement consommé dans plusieurs pays.



avantages :

Rentabilité : développement à l'étranger => baisser des coûts.

Transport : filiale => vente directe sur marché local => économie de coût de transport+ réduction empreinte carbone.

Marché : augmenter son nombre de clients.

Diversification : repenser la stratégie et la R&D en fonction des spécificités locales.

Marketing international : repérer des nouveaux marchés et s'y maintenir dans le temps.

délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

L'internationalisation => concevoir un produit de manière à ce qu'il puisse être facilement consommé dans plusieurs pays.



coûts de la délocalisation:

formation et la rémunération d'un **intermédiaire**, sur place pour la sous-traitance ;

mise en place d'une équipe de **contrôle qualité**.

formation des employés sur place aux techniques de fabrication de l'entreprise.

Coût de **transport** et frais de **douane** ;

Coûts d'**investissement** : infrastructure, terrains, taxes

Les coûts de **logistique** : ces coûts comprennent aussi les coûts de pétrole qui monte de plus en plus.

délocalisations, globalisation et recomposition des processus productifs

L'internationalisation

=> Difficultés et limites pour les entreprises



Instabilité économique et politique de certains pays

infrastructures et services publics dégradés

Coûts cachés : fiabilité de la main d'œuvre, qualification des cadres, transferts d'informations stratégiques, frais liés à l'éloignement, baisse de la qualité de relation-client etc.

Coûts estimés entre 15 et 60 % de l'avantage envisagé

=> **relocalisations**

L'internationalisation

⇒ Difficultés et limites pour les entreprises



**5 idées reçues sur la délocalisation
en Chine**



Produire moins cher \leq main d'œuvre beaucoup moins coûteuse

Coût complet de l'heure de travail : France = 15 x Chine

Bénéfice uniquement si la part de la main d'œuvre dans le coût de revient du produit est importante.

Hausse des salaires de 20 à 30% /an dans les provinces côtières

Le différentiel de coût de la main d'œuvre suffit à gagner en compétitivité

Coût complet de la logistique + Surcoûts liés à la non qualité.

Efficace sur produits d'entrée ou milieu de gamme, en grandes séries pour un produit à définition stable et des processus industrialisés.



Toute entreprise peut délocaliser en Chine

Réussir un transfert de production en Chine => l'accompagner avec des compétences rares chez les PME et les ETI

-directes (industrialisation, achats et approvisionnement, production, qualité) + -indirectes (management, formation, partenariats, lobbying. Compétences chères.

Chinois disciplinés => meilleure productivité

turnover > 20% (le plus élevé en Asie) dans les secteurs industriels
milliers d'émeutes par an



En ne transférant que de l'assemblage ou de la production sur plans, les technologies sont protégées

Les facteurs de différenciation ou barrières à l'entrée sont davantage dans les savoir-faire industriels que dans les technologies.

A travers les processus industriels, on peut apprendre beaucoup sur le produit, surtout dans les activités de test et de SAV.

Accès à la Supply Chain amont des composants (ou des équipements, selon les cas) => accès accéléré aux fournisseurs référencés et à leurs méthodes de travail.

Quand les fournisseurs clés s'installent à proximité du site => risques de transferts technologiques

délocalisations: contribution à la désindustrialisation



- l'externalisation de tâches de l'industrie vers les services: **25%**
- la déformation de la structure de la demande liée aux gains de productivité **29%**
- l'effet de la **concurrence étrangère** sur les performances du secteur industriel. **10% à 13%** (en moyenne sur 30 ans)



ÉCONOMIE FRANÇAISE

DÉSINDUSTRIALISATION

- 1- le constat
- 2- les causes (rappel)
- 3- délocalisations et **relocalisations**

Traiter l'urgence: éviter que les destructions d'emplois ne se transforment en chômage de longue durée.



Renforcer les partenariats Etat-Entreprise -collectivités locales + mesures favorisant la formation professionnelle.

Accélérer la spécialisation vers les industries hautement qualifiées:

Favoriser l'innovation à un niveau local en facilitant les collaborations entreprises-universités-international.

Infrastructures de transport et de télécommunication, immobilier d'entreprise, aide publique...

Améliorer l'attractivité de la France.

L'obligation de revitalisation à la charge des entreprises

Novembre 2017



L'obligation de revitalisation instaure une **responsabilité sociale** des grandes entreprises vis-à-vis des territoires où elles sont implantées.

Les entreprises de 1000 salariés et plus (ou appartenant à un groupe de 1000 salariés et plus) qui procèdent à des licenciements collectifs pour motif économique affectant, par leur ampleur, l'équilibre du bassin d'emploi concerné ont l'obligation de contribuer à la création d'activités et au développement de l'emploi afin d'atténuer les effets territoriaux de leur projet de restructuration.



RELOCALISATIONS D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES EN FRANCE

Synthèse

DGCIS - DATAR - PIPAME

Juin 2013



2009 à 2019 relocalisations < 1% des créations d'emplois industriels.
< 1000 emplois industriels relocalisés/an.



Le choix de la France

RELOCALISATIONS
D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
EN FRANCE

Synthèse

DGCIS - DATAR - PIPAME

Juin 2013

Relocalisations d'arbitrage

par de grands groupes lors du lancement d'un nouveau projet, après comparaison entre divers sites possibles

Relocalisations de retour

consécutives à une délocalisation, par de grands groupes lors du lancement d'un nouveau projet, après comparaison entre divers sites possibles

Relocalisations compétitives

Après une phase d'apprentissage à l'étranger, dans une étape de maturité et d'approfondissement des positions de marché établies



RELOCALISATIONS D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES EN FRANCE

Synthèse

DGCIS - DATAR - PIPAME

Juin 2013

6. Préconisations d'actions

De l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de cette étude, il ressort une demande d'accompagnement, tournée vers **l'accélération et la simplification des parcours de relocalisation**. Plutôt que d'envisager de nouvelles aides, il nous semble que les pouvoirs publics doivent se saisir de cette demande d'accompagnement. Il est donc préconisé que l'engagement dans une démarche de relocalisation puisse actionner un accompagnement spécifique, adapté et personnalisé. Cet accompagnement entraînerait garantie de délais maximaux resserrés, dans une logique de priorité d'instruction, d'une part, et d'unicité de dossier justificatif.

Cet accompagnement suppose d'abord l'existence d'**un ensembleur, interlocuteur unique** et garant du parcours de relocalisation défini par l'entreprise. Il actionnerait des démarches d'appui et conseil spécifiques, déterminés et diagnostiqués conjointement avec l'entreprise. Ensuite il mobiliserait in fine, « à la carte », les catégories d'aides directes les plus adaptées, parmi celles existantes : immobilières ; financières ; à l'innovation ; à l'investissement. Ce bouquet pourrait éventuellement être abondé en fonction de ce critère spécifique du projet de relocalisation.

La démarche ainsi décrite représenterait donc un dispositif complet, couvrant toutes les dimensions évoquées dans l'enquête terrain, et respectant la notion fondamentale de « parcours de relocalisation ». Ce dispositif aurait la particularité de n'introduire **aucune aide nouvelle**, donc d'être peu lourd ; sans délai de mise en place (autre que la mobilisation de la CDC² et de la BPI³ sur des compartiments spécifiques les concernant), respectueux des responsabilités institutionnelles des collectivités territoriales et peu dispendieux.



RELOCALISATIONS D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES EN FRANCE

Synthèse

DGCIS - DATAR - PIPAME

Juin 2013

Les dispositifs annoncés par le ministre

Parmi les dispositifs annoncés par Arnaud Montebourg pour consolider le mouvement de relocalisation, figurent :

- ▶ la mise en place d'un outil au service des PME, le logiciel en ligne Colbert 2.0, qui leur permettra de réaliser un autodiagnostic et de simplifier leurs démarches de relocalisation. En 45 minutes et 50 questions, l'entreprise aura une analyse de son potentiel de relocalisation, une proposition de parcours, une indication des aides et soutien possibles et la désignation d'un interlocuteur unique pour l'accompagner.
- ▶ la création d'une base de données pour que l'Etat, les régions et les collectivités locales puissent valoriser les avantages de chaque territoire.
- ▶ l'institution de 22 interlocuteurs uniques pour l'investissement dans les régions pour simplifier les démarches.
- ▶ l'utilisation, en lien avec Michel Sapin, des fonds de revitalisation (50 millions d'euros) pour faciliter l'implantation d'entreprises sur des territoires industriellement sinistrés. Par le truchement de ces fonds de revitalisation, ce sont des entreprises privées quittant le territoire qui financent la localisation ou relocalisation d'autres entreprises.
- ▶ la mobilisation des aides à la réindustrialisation (ARI) pour accompagner de manière plus souple les entreprises qui localisent ou relocalisent des productions en France.





relocaliser: l'action publique

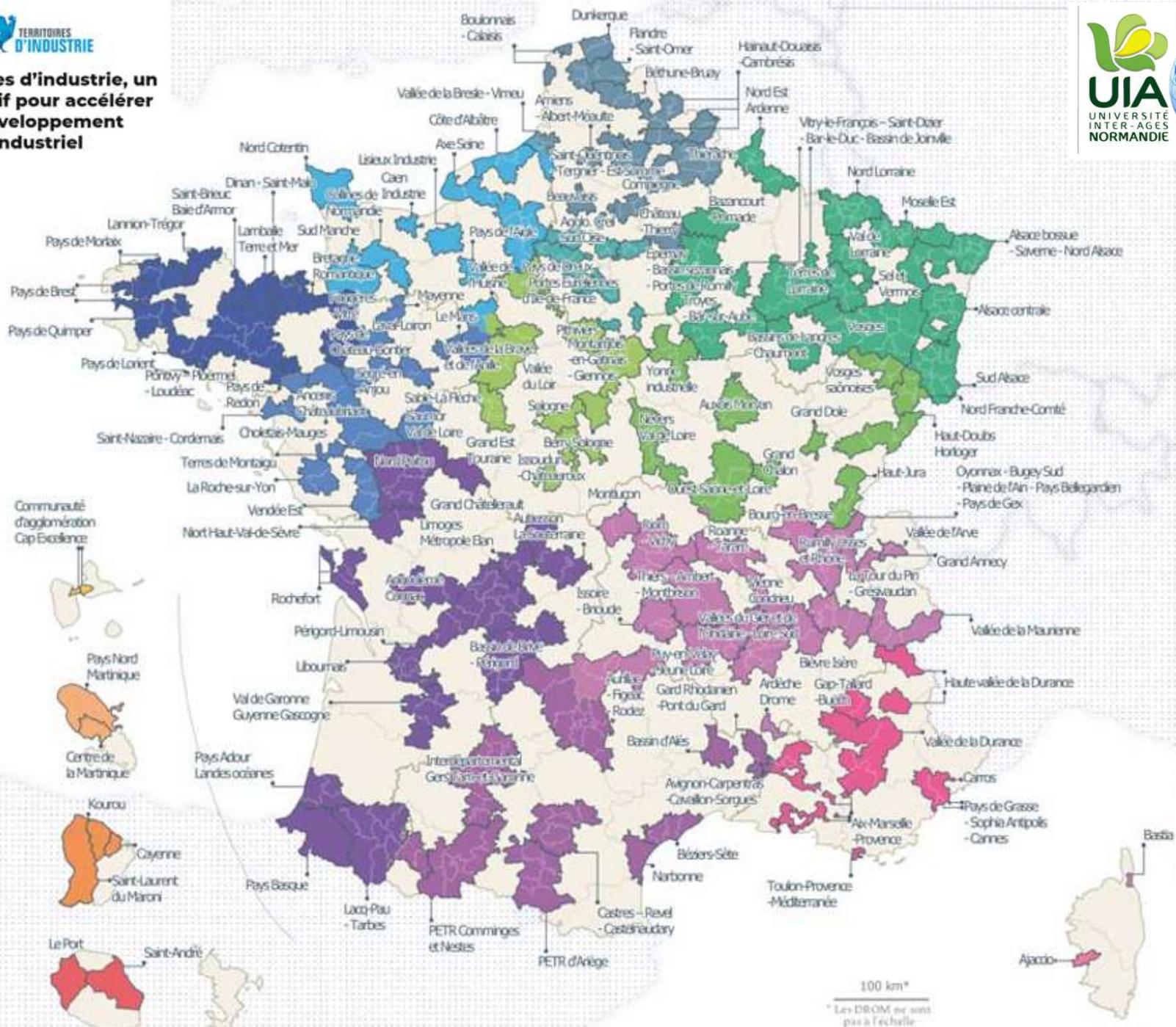
- **Relocalisation: un moyen parmi d'autres de réindustrialiser**
- Chaque délocalisation procède de motifs différents => la relocalisation doit s'envisager sur-mesure.
- 2009 à 2019 relocalisations < 1% des créations d'emplois industriels.
- < 1000 emplois industriels relocalisés/an.
- **Les priorités :**
 - maintenir et développer le tissu industriel existant,
 - faciliter l'émergence de secteurs d'avenir.
- **Plutôt que des mesures spécifiques de relocalisation, une politique de réindustrialisation.**
 - agir à la bonne échelle,
 - anticiper la question du foncier,
 - accélérer la transformation du secteur industriel
 - renforcer la communication sur les réalités de l'industrie d'aujourd'hui.



une stratégie de reconquête industrielle par les territoires

148 Territoires d'industrie

22 Novembre 2018



- favoriser l'attractivité des territoires et des métiers de l'industrie ;

- faciliter la formation, le recrutement et la mobilité des salariés afin de répondre aux besoins en main d'œuvre des entreprises

- accompagner les entreprises et les territoires dans les transitions numérique et écologique ;

- accélérer les procédures administratives...



Territoires d'industrie, un dispositif pour accélérer le développement industriel



Investir dans l'aménagement et l'immobilier industriel



Accompagner la transition énergétique et environnementale de l'industrie



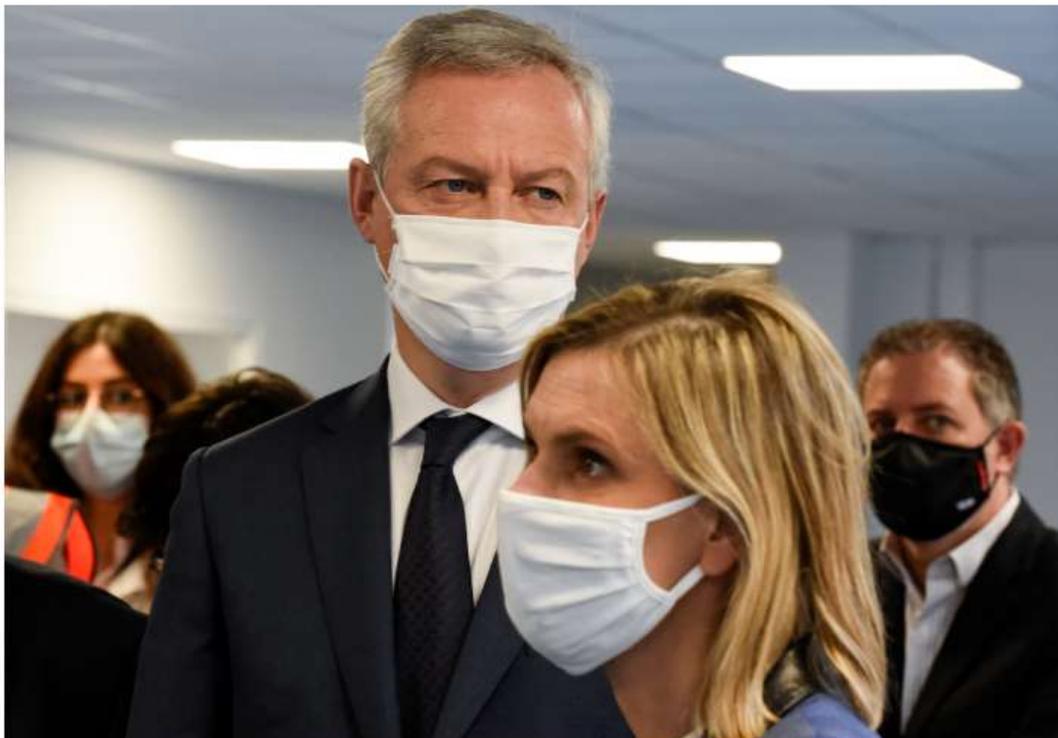
Accompagner la mutation de la formation des métiers industriels



Accompagner les stratégies industrielles territoriales

MADE IN FRANCE : LES RELOCALISATIONS DANS LES SECTEURS STRATÉGIQUES COMMENCENT ENFIN

Finis le temps de l'incantation. Bercy vient d'investir dans 31 projets de relocalisation en France. Création de la plus grande usine d'insectes au monde, investissement dans l'aluminium, développement des anti-cancéreux, sécurisation de l'approvisionnement de 12 médicaments clés... Le gouvernement a choisi des secteurs d'avenir "stratégiques et à forte valeur ajoutée". Il compte ainsi lancer une dynamique à l'heure où la tendance est à la réduction d'investissement pour compenser les pertes liées à la pandémie.

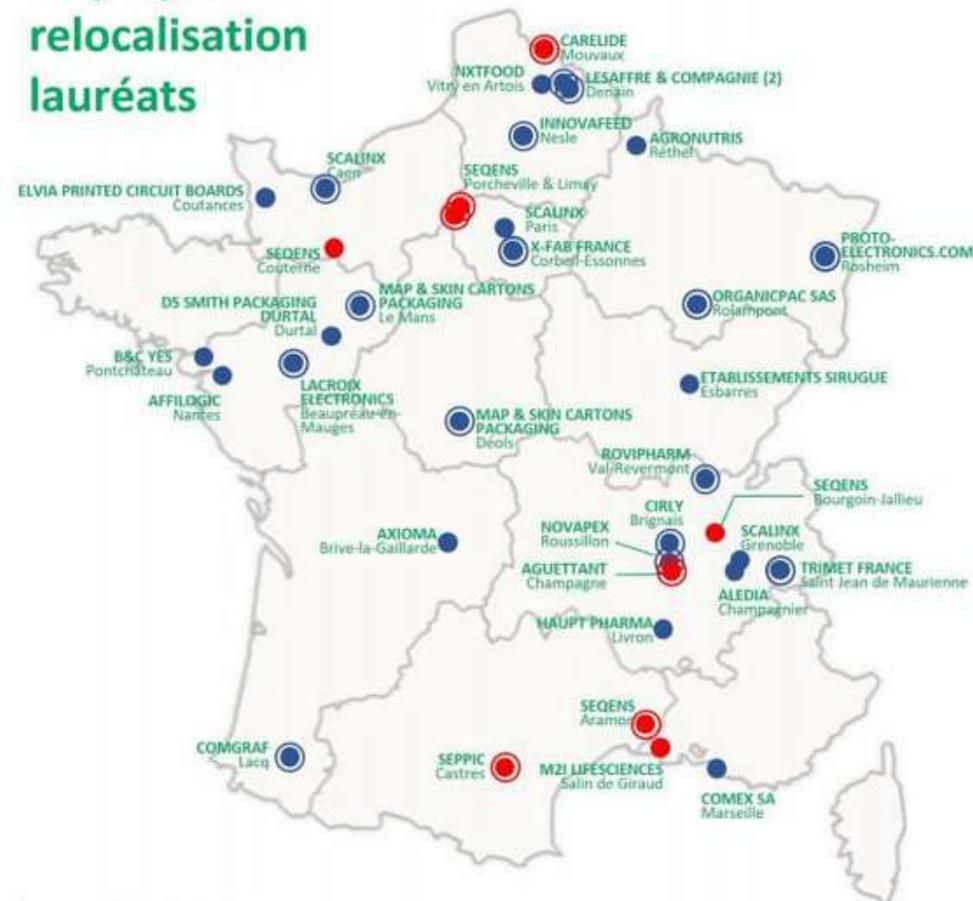


Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher visitent le nouveau site de l'entreprise Senior Aerospace Calorstat pour évoquer la relocalisation industrielle.
ERIC PIERMONT / AFP

20 novembre 2020

relocaliser: l'action publique

31 projets de relocalisation lauréats



Source : DGE, DTI, Bpifrance

Information sur le nouveau projet

SEPPIC ← Porteur du projet

Castres ← Commune

Typologie du projet

● AAP secteurs stratégiques (25)

● AMI Médicament (6)

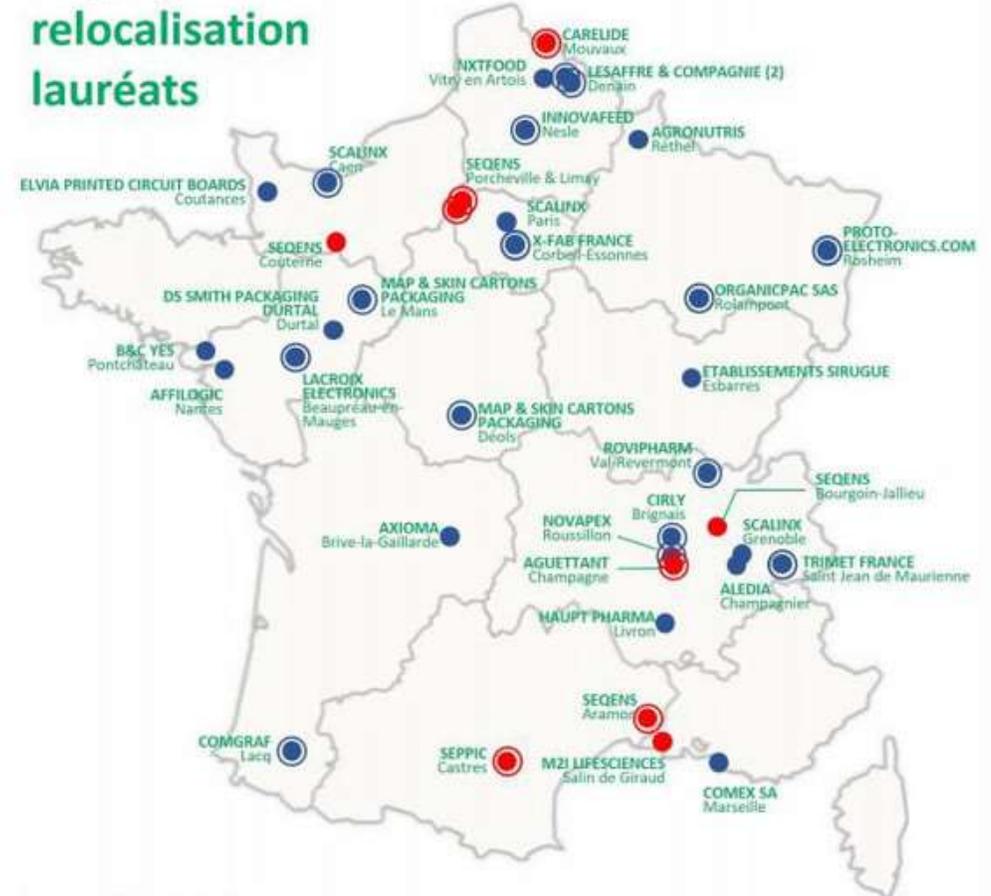
Projets localisés dans des territoires d'industrie





SCALINX PME du semi-conducteur spécialisée en conception de circuits intégrés. **Projet:** développer une gamme de composants électroniques réduisant la consommation d'énergie dans les infrastructures de communication et les systèmes radar.
 Activités du projet réparties entre Paris, **Caen** et Grenoble

31 projets de relocalisation lauréats



Source : DGE, DTI, Bpifrance

Information sur le nouveau projet

- SEPPIC ← Porteur du projet
- Castres ← Commune

Typologie du projet

- AAP secteurs stratégiques (25)
- AMI Médicament (6)

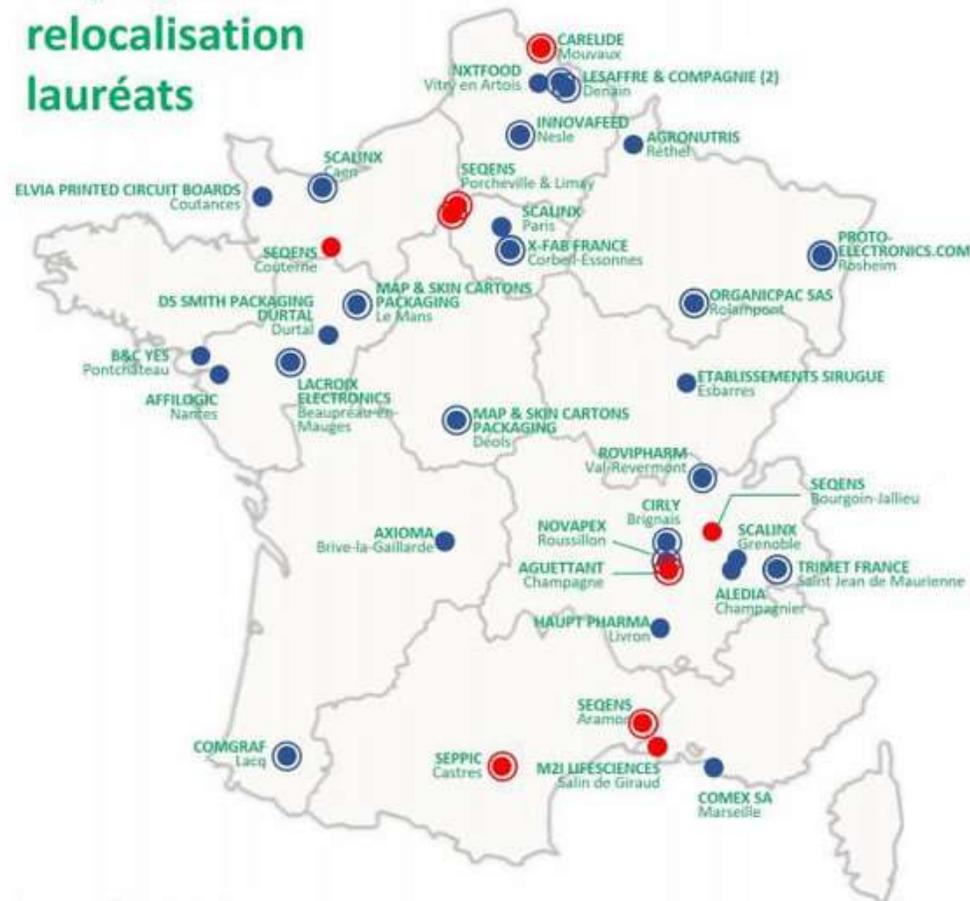
Projets localisés dans des territoires d'industrie



Seqens investit 10 M € à Couterne pour relocaliser la production de médicaments

Le 28 janvier, la préfète de l'Orne a visité l'entreprise Seqens de Couterne qui va bénéficier d'une aide de l'Etat pour son projet « Flow chemistry » (chimie des flux).

31 projets de relocalisation lauréats



Source : DGE, DTI, Bpifrance

Information sur le nouveau projet

- SEPPIC ← Porteur du projet
- Castres ← Commune

Typologie du projet

- AAP secteurs stratégiques (25)
- AMI Médicament (6)

Projets localisés dans des territoires d'industrie



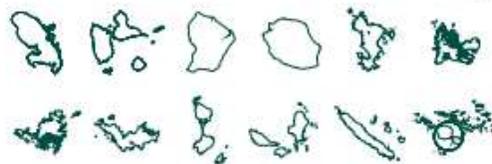
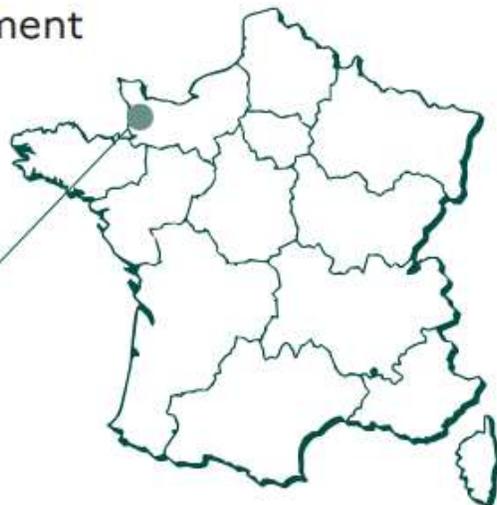


Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires

Elvia Printed Circuit Boards

Coutances, Normandie

Entreprise créée en 1976 / 450 collaborateurs
Circuits imprimés / 5 sites



Témoignage



Bruno Cassin
Président

“ L'aide du plan France Relance a été une chance fantastique. Une vraie logique de collaboration avec l'Etat se dessine. Aujourd'hui, la modernisation de Elvia PCB va nous permettre de créer de l'emploi et, surtout, de pouvoir nous projeter dans l'avenir. ”

La mesure

Doté de 400 millions d'euros d'ici à 2022, le Fonds de soutien à l'investissement industriel dans les territoires vise à soutenir les projets d'investissement industriel qui participent à la dynamique économique d'un territoire.

Avec l'ambition de maintenir ou créer des emplois, de gagner en compétitivité ou encore de contribuer à la transition écologique, ce fonds assure notamment le financement de création ou d'extension de sites industriels et de modernisation d'outils de production.

La belle histoire

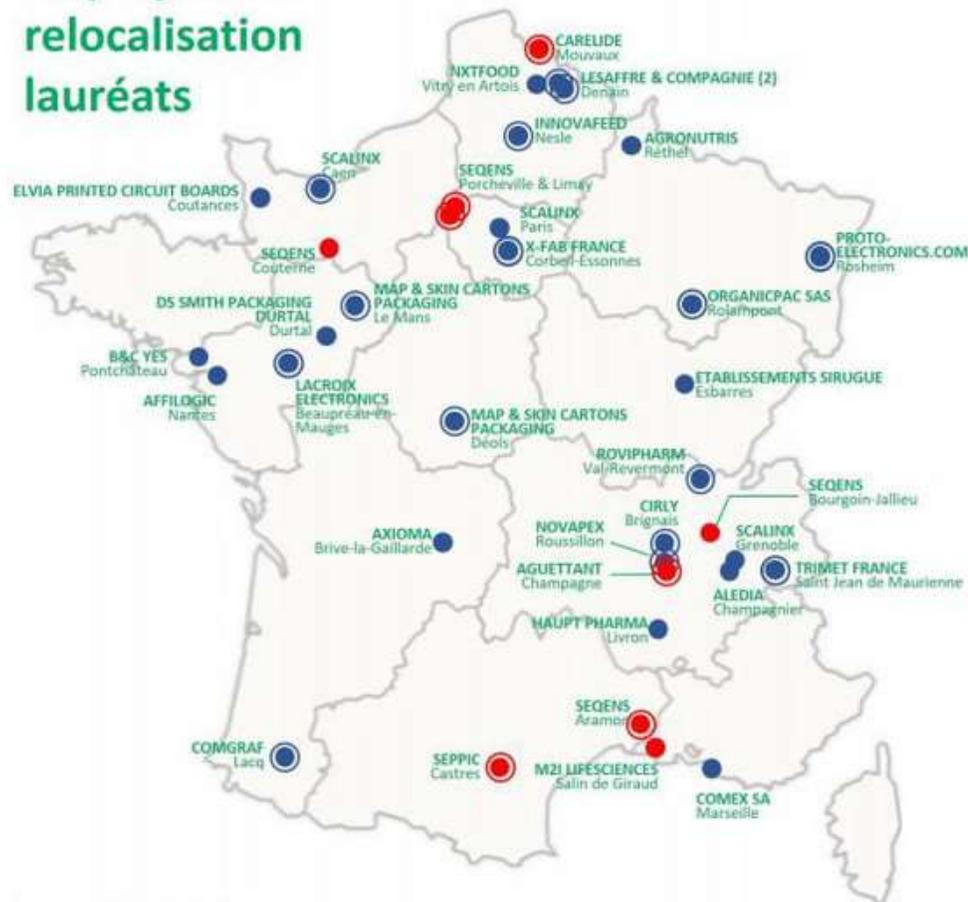
Situé à Coutances en Normandie, le groupe Elvia Printed Circuit Boards (PCB) est le premier fabricant français de circuits imprimés. Issus de ses 5 sites, ses circuits imprimés sont utilisés dans le cadre de la production d'équipements dans les domaines de l'aéronautique, de l'aérospatial, du militaire et de l'automobile.

Les conséquences de la crise sanitaire ont entraîné une baisse de l'activité d'Elvia et ont remis en cause la capacité du groupe à investir dans ses projets de transformation et de convergence. Les mesures de soutien ont permis à l'entreprise de se donner un nouvel élan et de réinventer sa manière de fonctionner, en accélérant la numérisation des échanges et des méthodes de travail.



relocaliser: l'action publique

31 projets de relocalisation lauréats



Source : DGE, DTI, Bpifrance

Information sur le nouveau projet

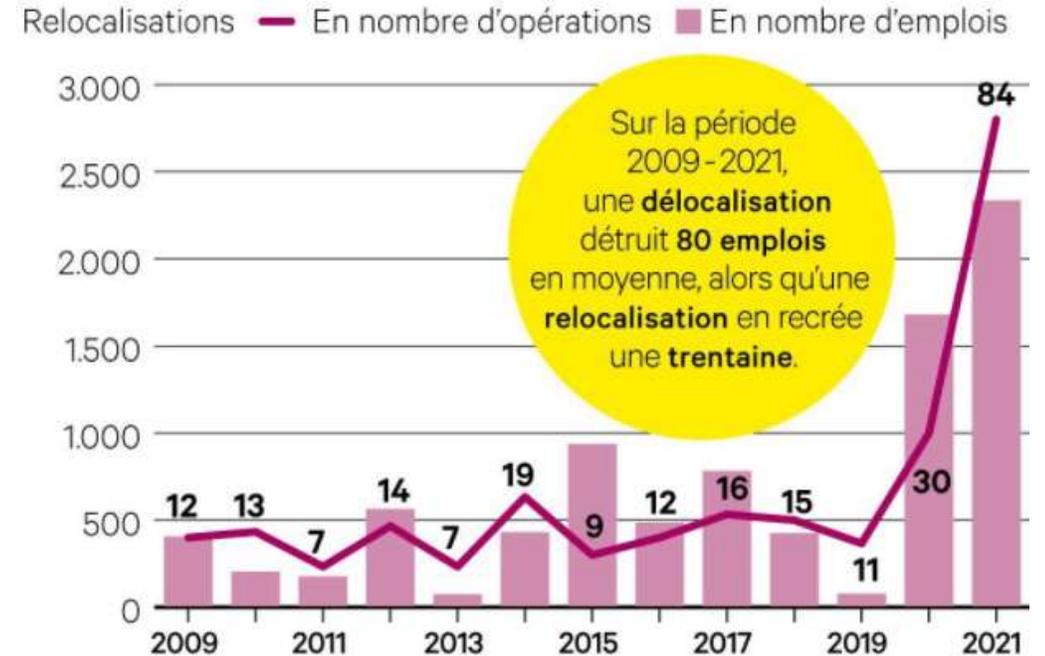
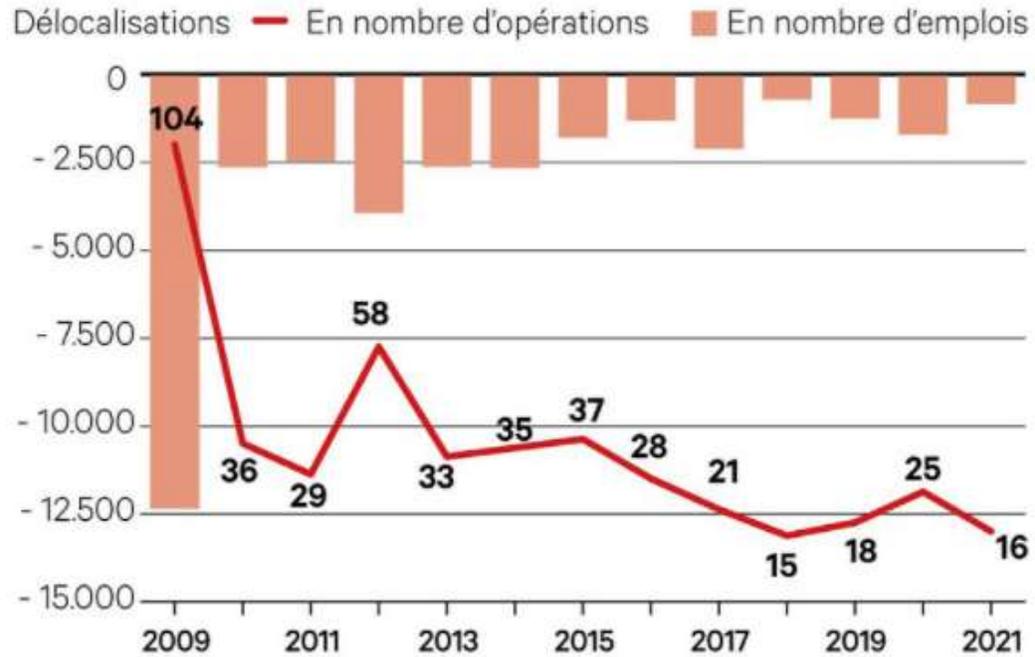
- SEPPIC ← Porteur du projet
- Castres ← Commune

Typologie du projet

- AAP secteurs stratégiques (25)
- AMI Médicament (6)

Projets localisés dans des territoires d'industrie





Les Echos



Depuis 2009, moins de 9.000 emplois ont été rapatriés, soit 0,5 % de l'emploi créé. Une relocalisation génère une trentaine d'emplois quand une délocalisation en détruit 80.

Les Echos



- Les rapatriements d'activités au plus haut depuis 2009.
- Les ouvertures d'usines nettement supérieures aux fermetures cette année.
- Mais les créations d'emplois sont faibles.
- Le commissariat au Plan alerte sur la dérive persistante du déficit commercial.



« Relocaliser, c'est un mauvais combat !
Si des activités sont parties, c'est qu'elles ne trouvaient pas
de modèle économique en France.

**Pour réindustrialiser, il faut créer des produits
nouveaux ».**

Jean-Marc Daniel, économiste, directeur de *Sociétal*.



« Jamais la France ne relocalisera ses industries de main-
d'œuvre avec ses coûts salariaux. Au mieux, elle peut faire
revenir des bouts d'activité en les robotisant. **Le pays doit
viser l'industrie de demain** et la transition énergétique est
une formidable occasion qu'il ne faut surtout pas rater ».

Patrick Artus, chef économiste chez *Natixis*



L'Etat mise près de 2 milliards de plus sur la filière hydrogène 🇫🇷

Publié le 16 nov. à 18:26



La formation dans les filières stratégiques, clé de la réussite du plan 🇫🇷

Publié le 12 oct. à 18:41



Le plan « France relance » prévoit 30 milliards d'euros d'investissement dans 10 objectifs prioritaires. 8 milliards seront consacrés à la décarbonation de l'économie, 4 milliards aux transports, 2 à l'agriculture et 7 milliards à la santé.



Notre prochain

COURS D'ÉCONOMIE

les 14 et 15 décembre 2021